

Kinshasa souffle le chaud et l'effroi

RD Congo Le pays vient d'être élu au conseil des droits de l'homme de l'Onu. Le pouvoir est accusé d'alimenter le terrorisme international.

La candidature de la République démocratique du Congo au Conseil des droits de l'homme des Nations unies a suscité la colère de nombreuses ONG – mais aussi des Etats-Unis – pendant de longues semaines. Mais il ne faisait guère de doute que malgré ces critiques, malgré, surtout, la violation massive des droits de l'homme les plus élémentaires, malgré le refus de Kinshasa d'autoriser le déploiement d'une mission d'enquête indépendante sur son territoire après l'assassinat de deux experts des Nations unies au Kasai, la candidature serait acceptée.

Le couperet est tombé ce lundi soir. La RDC deviendra donc membre de ce conseil à partir du 1^{er} janvier 2018. Il sera assis, notamment, aux côtés de la Chine ou du Qatar...

Après l'annonce de cette élection, Nikki Haley, l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies, n'a pas caché sa colère. Pour cette femme, attendue à Kinshasa le week-end prochain, et souvent présentée comme le successeur de Rex

Tillerson aux Affaires étrangères en cas de départ de ce dernier, cette élection est *"une preuve de plus du manque de crédibilité du Conseil des droits de l'homme et de la nécessité de le réformer afin de le sauvegarder"*. Ce pays *"connu pour sa répression politique, sa violence faite aux femmes et aux enfants, ses arrestations arbitraires, ses homicides et disparitions illégales, a été élu pour travailler au sein de l'institution la plus importante pour les droits de l'homme [...]"*.

Et la colère américaine ne s'apaisera pas à la lecture du rapport de l'ONG The Sentry (cofondée par l'acteur George Clooney) sur les relations étroites entre le pouvoir congolais – particulièrement la famille du président hors mandat Kabila – la BGFIBank RDC et le Hezbollah, présent en RDC à travers la société Congo futur. The Sentry détaille comment les trois parties (la banque est dirigée par le demi-frère de Kabila) se sont entendues pour permettre au Hezbollah d'avoir accès aux mécanismes bancaires malgré le veto des Etats-Unis. Pour The Sentry, ces actes doivent pousser l'administration américaine et l'Union européenne à prendre des sanctions économiques contre les personnes citées dans ce dossier. Les Etats-Unis devraient aussi ouvrir des poursuites pénales contre tous ces acteurs qui alimentent la machine financière d'une organisation terroriste.

Hubert Leclercq